



# L'ACTION LE 7 OCTOBRE

A Paris, comme partout ailleurs, en France, en Europe et dans le monde, le **7 octobre** les salariés sont appelés à agir pour le travail décent à l'appel de la Confédération syndicale internationale.

Selon un sondage publié le 24 septembre par le Secours populaire français en partenariat avec l'institut IPSOS, 78 millions d'européens sont pauvres. Un sur deux redoute de se retrouver dans une situation de précarité.

C'est en France que le ressenti est le plus inquiétant. L'angoisse du déclassement y est vive et 85 % des personnes interrogées estiment que le risque de pauvreté est plus élevé pour leurs enfants que pour leur propre génération. Ici, la politique ultra libérale du gouvernement se poursuit sur tous les fronts. Les discours " pseudo socialisant " du Président de la République sont inversement proportionnels à ses actes. Il prétend en finir avec les privilèges, mais c'est le modèle social français qu'il achève !

**Six organisations syndicales décident de se joindre à l'appel du 7 octobre** pour faire reculer le rouleau compresseur qui lamine méthodiquement les acquis sociaux des salariés de notre pays. L'action solidaire du pouvoir et du MEDEF pour mettre en pièces ces acquis en vue de faire baisser les coûts du travail est chaque jour plus pressante. Elle augmente, d'un même mouvement, inégalités sociales et difficultés pour la majorité d'entre nous.

Dans ce contexte, le mal être au travail atteint des sommets. En 18 mois, 23 salariés de France Télécoms se sont suicidés. Le 11 septembre, dans le 17ème arrondissement, une jeune femme se donnait la mort. Cette grande entreprise, autrefois publique, aujourd'hui privatisée, n'est pas la seule concernée par la souffrance au travail. La grande solitude des hommes et des femmes au sein même de vastes " open space " ou de " plateaux clientèle " accuse un management inhumain, voire sadique, au service des réorganisations/suppressions d'emplois aux méthodes destructrices : évaluation individuelle, isolement, culpabilisation...

**LA LOI DU PROFIT EST A CE PRIX ! REFUSONS LA !**

**A L'APPEL DES SYNDICATS CGT, CFDT, CGC, FSU, SOLIDAIRES ET UNSA**

**DENONCER,  
RESISTER,  
AGIR,  
IL N'Y A PAS  
D'AUTRES  
CHOIX**

**MERCREDI 7 OCTOBRE**

**de 15 H 30 A 17 H 30**

**RASSEMBLEMENT UNITAIRE A PARIS  
DEVANT le MEDEF**

**55, avenue BOSQUET (métro ECOLE MILITAIRE)**

# LES RECULS DE CES DERNIERS MOIS

- ▶ La loi du 10 août 2009 permet de nouvelles dérogations au repos dominical. Seront concernés les salariés du commerce qui travaillent dans les zones qui seront déclarées touristiques ou thermales ou dans les grandes zones urbaines. Certains auront des compensations, d'autres pas, d'autres encore seront obligés d'accepter cette contrainte, d'autres sont censés pouvoir la refuser. A l'occasion d'une rencontre avec des représentants de la mairie de Paris, la CGT a réaffirmé sa ferme opposition à une extension des zones touristiques dans la capitale.
- ▶ Un projet de loi adopté le 29 juillet en Conseil des ministres prévoit la transformation de la Poste en société anonyme. A la clef : la privatisation de l'entreprise et une gestion orientée vers la satisfaction des intérêts privés. France Télécoms et EDF/GDF sont d'illustres exemples du devenir d'une entreprise publique changée en société anonyme !
- ▶ Nouvelle cure d'austérité pour les assurés sociaux avec la perspective d'une augmentation du forfait hospitalier de 16 à 18 euros, d'un nouveau déremboursement de médicaments et la fiscalisation des indemnités journalières des accidentés du travail.

## DANS TOUTE LA FRANCE, DES SALARIÉS RÉSISTENT ET LUTTENT

A titre d'exemples :

**Au cœur de la crise financière**, des salariés défendent leur emploi et multiplient les actions pour dénoncer un système qui les exclut du monde du travail et les prive, eux et leur famille, de leurs moyens d'existence.

Ils sont salariés de Molex, Continental, Caterpillar, et de bien d'autres entreprises. Le 17 septembre, 6000 salariés de la filière automobile, très touchés par les suppressions d'emplois, le chômage partiel, le blocage des salaires et de dures conditions de travail, manifestaient à Paris.

**Le 22 septembre, 40 % des postiers** faisaient grève pour s'opposer à la privatisation de l'entreprise. La veille, les guichetiers des bureaux de poste parisiens agissaient pour dénoncer, hémorragie des emplois et suppressions de guichets, flexibilité des horaires et remise en cause des droits, au fil des réorganisations/désorganisations. Depuis les 11 et 20 septembre, respectivement, les salariés des bureaux de poste de Paris Château Rouge et Enseigne Paris sont en grève pour le maintien des effectifs et du droit au congé contre toute augmentation des rythmes de travail.

**Dans la semaine du 28 au 3 octobre, une consultation nationale** s'adressant aux usagers s'organise à l'initiative de plusieurs syndicats, associations et partis politiques, sur l'avenir de la Poste et pour dénoncer sa privatisation. Cette consultation est un acte de résistance contre le " Tout marchand " qui, demain, risque de s'étendre à l'ensemble des services publics, ceux de la santé comme ceux de l'éducation !

## ELLES, ILS AGISSENT AUSSI...

- dans la **restauration**, chez Oscar, pour le paiement des salaires et le droit au respect,
- dans le **gardienage**, à ACP, entreprise qui assure la sécurité des magasins Monoprix, dans **l'intérim**, à Adecco et dans d'autres enseignes, pour la régularisation des travailleurs sans-papiers,
- au sein du **groupe Heineken**, à Culture Bière, sur les Champs Elysées, pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise et à la suppression de 60 emplois,
- dans le secteur social, à la **Mutualité**, pour s'opposer aux projets qui menacent les deux centres de santé et ses emplois, ainsi que le Palais de la Mutualité visé par une opération immobilière qui le livrerait au privé,
- dans le secteur de l'audiovisuel, à **RFI**, pour le retrait du plan " social " qui prévoit la fermeture de plusieurs rédactions en langues étrangères et la suppression de 206 postes,
- dans les **hôpitaux**, pour s'opposer à l'étranglement financier et les sous-effectifs,
- à la **SNCF**, pour s'opposer au transfert d'activités vers le privé, à l'exemple du Fret SNCF, alors que la lutte contre le réchauffement climatique incite à faire primer le rail sur la route,
- à **EDF et GDF**, pour le droit d'expression, contre la criminalisation de l'action syndicale afin de défendre emplois et conditions de travail.

Les 8 et 9 octobre prochain, à Paris, à l'occasion du **Forum pour l'emploi**, les membres du comité des chômeurs s'adresseront aux 50 000 jeunes, étudiants, chômeurs, stagiaires qui visitent annuellement ce forum.

**Les retraités**, quant à eux, manifesteront le **16 octobre** prochain pour exiger le droit à une **retraite décente**, le droit au logement et à l'accès aux soins de qualité.

**LE 7 OCTOBRE,  
SERA UN CARREFOUR DE CES LUTTES  
UN TEMPS FORT DE LA MOBILISATION  
POUR MODIFIER LE RAPPORT DES FORCES  
RENDEZ-VOUS DEVANT LE MEDEF**